

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNÉE — N° 225
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 24 juil. au 3 sept. 76

Progrès accrus du militarisme, besoin accru de la révolution

La Méditerranée est un tel nœud d'intérêts économiques, politiques et stratégiques que le moindre mouvement social risque d'y remettre en cause tout le savant équilibre des forces dans le monde : l'acharnement avec lequel la Syrie maintient le statu quo au Liban et celui avec lequel les phalangistes détruisent le camp palestinien de Tell-el-Zaatar, en dépit d'une résistance héroïque, ne peut s'expliquer que par la concentration des forces conjuguées de tout l'ordre établi non seulement local mais international.

Mais les ouvriers de tout le pourtour de la Méditerranée ainsi que les masses populaires des villes et les paysans pauvres du Proche-Orient et d'Afrique ne savaient pas que la pression économique, politique et militaire qui s'exerce sur eux était encore trop faible.

La France démocratique et civilisée, conformément aux saines règles que lui « dictent sa tradition, ses responsabilités et [faut-il le dire ?] ses intérêts », va faire un effort pour remédier à cette lacune. Elle ne se contentera pas de mettre sur pied des unités d'intervention composées de professionnels, mesure soufflée par l'opposition elle-même; elle se propose de doubler le tonnage de sa flotte de guerre en Méditerranée en 1977 par rapport à 1974, afin de venir tenir compagnie à la VI^e flotte américaine et à l'escadre soviétique dont les activités se développent.

Mais rassurez-vous tout de suite, la France est généreuse et sait voir loin : elle n'oubliera pas la mer Rouge et l'Océan Indien, où il paraît que c'est aujourd'hui « notre » marine nationale qui assure la présence militaire la plus importante.

D'ailleurs les malheureuses populations de Djibouti en font la triste expérience : Ali Aref ayant démissionné sous les applaudissements de l'opposition PC-PS et au grand soulagement du gouvernement, on va pouvoir enfin mettre en place, pour préparer une « indépendance » dont on mesure déjà la portée réelle, un gouvernement de « coalition nationale » dont toutes les composantes se proposent de « respecter les intérêts de la France » et de « vivre en amitié avec elle ». En attendant, les divisions et oppositions entretenues par la métropole, quand elles n'ont pas été suscitées par elle (diviser pour régner !) viennent de faire encore 14 morts et des dizaines de blessés, à mettre au compte de la « tradition », des « responsabilités » et des « intérêts » de l'impérialisme français...

Une ombre cependant à l'horizon de la mer de l'orgueil national : « notre » pauvre marine de guerre se fait vieille et si elle veut — ne disons pas suivre le rythme de progression des autres pays — mais avoir au moins conservé dans dix ans la même capacité d'intimidation et de combat pour la présence de notre culture, elle devrait renouveler ses unités à un rythme au moins double de celui qui est prévu pour les prochaines années, ce qui, pour la classe ouvrière, signifie de lourds sacrifices en perspective. Et qui sait

si on n'abordera pas 1982 avec un plan de « redressement naval », sous prétexte de sortir de la crise et d'assurer le plein emploi ? Comme on sait, le capitalisme est le capitalisme dans l'intérêt... de la classe ouvrière !

*

De toute façon, le présent inscrit dans l'avenir immédiat : **renforcement accru du militarisme, pression contre-révolutionnaire aggravée sur les peuples opprimés et les nations plus petites, pression plus féroce et chaînes plus lourdes sur le prolétariat.**

Tous ces résultats, il est de la « tradition » de la « responsabilité » et de l'« intérêt » du prolétariat de tous les pays de les combattre, même lorsqu'ils s'ornent des oripeaux de la démocratie, de la patrie, de la lutte pour la paix et autres mensonges.

Ces résultats, les communistes révolutionnaires doivent les dénoncer avec d'autant plus de persévérance qu'ils sont précisément plus hypocritement cachés au prolétariat par les larbins opportunistes qui mangent au râtelier de la rente et de la domination impérialistes : le PCF, par exemple, peut bien critiquer la « nouvelle orientation » du militarisme français; c'est en se rangeant derrière le général Gallois ou le retraité d'office Sanguinetti, qui ont bien du mal à se remettre de la tasse d'eau salée qu'a dû boire le gaullisme; c'est en promettant d'user de toute leur influence pour obtenir, « du soldat à l'amiral », **le silence dans les rangs.**

Tout ce jeu misérable, alors que la révolution est encore malheureusement si loin, ce jeu auquel se livrent avec tant de dévouement les opportunistes de tous les pays pour votre compte, Messieurs les capitalistes, n'est-il pas la meilleure preuve que toute cette machine d'oppression toujours plus gigantesque et toujours plus sophistiquée, loin de corriger le défaut de la cuirasse de votre domination de classe, en élargit constamment la base ?

Votre problème, et en même temps notre chance historique à nous, malgré les défaites que vous nous avez infligées, c'est que, **dirigées avant tout contre la classe opprimée**, les terribles machines derrière lesquelles vous vous protégez — et que vous maniez au besoin entre vous — **ne sont rien sans la classe exploitée** : c'est qu'elles reposent fondamentalement sur elle.

Le militarisme périra de ses propres contradictions, disait En-

DANS CE NUMERO

- Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière ?
- Sur la dictature du prolétariat : critique de « L.O. » et de « Rouge ».
- La LCR et le Kampuchéa révolutionnaire : une caricature d'internationalisme.
- Dans le Livre : Les accords parisiens; IMRO-Rouen.
- Dans les foyers Sonacotra.
- Solidarité avec ceux du CHR de Lille !

gels : ses effets catastrophiques, contre lesquels la classe prolétarienne ne peut qu'être poussée à lutter pour s'en protéger, ne peuvent être combattus qu'en s'attaquant à la cause, le capitalisme, par la révolution communiste; et bien involontairement mais inévitablement, votre militarisme donne à cette dernière les armes que le parti communiste mondial reconstitué devra diriger avant tout contre les remparts des grands Etats impérialistes, en déjouant toutes les manœuvres de la démocratie, en surmontant tous les obstacles dressés par elle et ses valets social-impérialistes.

Pour la défense du salaire !

La bourgeoisie française repart à la charge, et prépare la « rentrée ». Les exportations ne sont pas compétitives : « nos » prix sont trop élevés de 5 à 6 % sur les marchés internationaux. La seule politique, c'est de « réduire les coûts salariaux ».

En attendant de mettre en place cette politique, peut-être se résignera-t-on à une dévaluation de notre chère monnaie nationale, en dépit de tous les démentis, fréquents dans les mois d'été. Mais une dévaluation, pour ne pas être un pis-aller, exige plusieurs conditions : il faut investir massivement pour restructurer réellement l'appareil productif et permettre de prolonger l'effet bénéfique de la dévaluation par une meilleure productivité; il faut aussi, pour ne pas voir les prix remonter tout de suite et pour dégager les capitaux nécessaires à l'investissement, diminuer la consommation ouvrière.

Ainsi, dévaluation ou pas, **limitons les salaires**. Telle est le fin du fin de l'économie politique bourgeoise ! Soit dit en passant, la situation catastrophique de l'investissement, dont l'accroissement a encore été nul en 1975, ne vient pas seulement du fait que la part des salaires est trop élevée dans le revenu national, selon les capitalistes (si c'était ça la question, il y aurait toujours à la rigueur la ressource de l'emprunt international); elle vient aussi de ce que l'avenir est bien sombre, en dépit de la reprise momentanée, ce qui fait que les capitalistes ne veulent pas risquer des sommes trop grandes. Mais là aussi, les bourgeois ne peuvent trouver qu'une raison supplémentaire pour diminuer les salaires !

Mais comment y parvenir ? Dans notre pays, l'appareil institutionnel n'est pas encore au point pour permettre un blocage des salaires : « inefficace », disent donc les « experts ». Que reste-t-il en attendant ? Eh bien, le Conseil économique et social propose d'y arriver « par la réflexion et la négociation, plutôt que par la contrainte »; il faut un véritable « **contrat national de solidarité** ». Durafour

s'est empressé de traduire : il « se-rait de l'intérêt des partenaires sociaux de se concerter en vue de parvenir à une limitation volontaire des salaires afin d'enrayer l'accélération de l'inflation ». Et peut-être va-t-il organiser une table ronde en septembre.

Le PCF et les syndicats CGT et CFDT crient au scandale : **ça, jamais !** Il est bien possible qu'il faille en effet bien plus que la simple idée de la « solidarité nationale » pour faire avaler la pilule aux ouvriers. C'est pourquoi ces messieurs expliquent que seul un gouvernement de gauche peut permettre le fameux « consensus ». Le PCF jure ses grands dieux que jamais un tel gouvernement n'imposerait l'austérité à la classe ouvrière ! Le PS peut pourtant en parler librement pourvu qu'il reste discret : son rôle à lui, PCF, n'est pas tant de définir la politique que de **faire accepter** par les travailleurs celle qui est décidée. En attendant, à côté des protestations publiques, il y a une bonne manière de faire accepter l'austérité en pratique : c'est de ne pas préparer la lutte, ne pas l'organiser, en limiter les objectifs, refuser les méthodes de classe, et cela l'opportunisme le fait journellement, en attendant de faire mieux...

Nous disons : aucune solidarité nationale, déclarée ou honteuse. Et la meilleure manière de la refuser c'est de lutter pour les besoins de la classe ouvrière, l'augmentation immédiate et substantielle des salaires, le refus des heures supplémentaires, la semaine de 35 heures tout de suite à salaire égal, le salaire intégral aux chômeurs, la **solidarité de classe** la plus large contre toute discrimination et la lutte la plus efficace par la revendication de la grève la plus générale possible sans préavis ni limitation préalable de durée.

Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière ?

La classe prolétarienne ne peut lutter contre la classe capitaliste sans tenter de résister et de riposter à sa violence. Cette dernière prend des formes différentes et va de la peur du gendarme à la violence en acte, qui peut aller de la répression et de l'intimidation quotidiennes à la terreur blanche dans la guerre sociale ouverte; elle peut prendre les visages multiples de la violence militaire et policière, des milices patronales, des milices civiques ou des bandes fascistes. Mais l'instrument central de cette violence, celui qui nourrit et épaulé les autres, c'est l'ETAT, c'est-à-dire la VIOLENCE CENTRALISEE par excellence.

Le capitalisme libéral a légué à l'impérialisme une machine d'Etat adaptée à ses exigences anciennes : les diverses séparations de pouvoir et cloisons de garantie répondaient aux savants équilibres entre les différentes classes et sous-classes dont il protégeait les intérêts. Mais cette machine est dépassée par le développement social lui-même à l'heure où d'un côté le capital financier parvient à se soumettre les autres secteurs capitalistes et à s'assurer le monopole de l'appareil d'Etat; et où de l'autre côté sa forme ancienne l'empêche d'assumer efficacement sa fonction de répression antiprolétarienne et, plus généralement, de trancher dans tous les antagonismes sociaux portés à une acuité toujours plus grande. C'est pourquoi, dans les époques de lutte de classe ouverte, l'Etat s'est vu doublé d'une organisation de citoyens

tendant à pallier les lenteurs de la machine gouvernementale et cherchant à lui donner, à travers une direction unitaire et toujours plus centralisée, le maximum d'efficacité opérationnelle. C'est là que réside l'essence du parti fasciste. Mais il faut dire que depuis leur victoire sur les pays de l'Axe, les « puissances démocratiques » ont appris la leçon, et qu'elles tentent de réaliser à froid, au moins tendanciellement, ce que le fascisme a dû réaliser à chaud. Le secret de la méthode démocratique est qu'elle parvient à obtenir le **consentement** des exploités pour une collaboration des classes que le fascisme a dû, lui, imposer par la **contrainte** : autant dire que l'instrument essentiel de la démocratie moderne, celle de l'époque impérialiste, n'est plus tant la représentation parlementaire de l'époque libérale — que le fascisme

peut aujourd'hui très bien tolérer — mais l'existence de forts partis opportunistes.

Il résulte de cette analyse qu'il est absurde de vouloir chercher dans les formes démocratiques de l'Etat une garantie dans la lutte contre le fascisme. Non seulement ceci est impossible, mais en agissant ainsi on permet à la bourgeoisie d'arriver à ses fins par d'autres moyens : en effet la démocratie « lutte » contre le fascisme en demandant au prolétariat d'abandonner sa **lutte indépendante de classe**, ce qui permet peut-être, et provisoirement, d'éviter le fascisme, mais qui est en tout cas le plus sûr moyen de rester à jamais enchaîné. La lutte contre le fascisme et contre la violence bourgeoise en général doit être liée non au retour à des formes

(suite page 2)

Dans le Livre

● Les accords parisiens

Après un an de laborieuses négociations, le patronat parisien et le syndicat du Livre sont parvenus à un accord. « Une grande victoire », proclame H. Krasucki, « victoire » qui tendrait selon les bonzes syndicaux à prouver qu'on peut concilier les formidables restructurations en cours dans la profession et les intérêts des travailleurs.

Certes, si les ouvriers des entreprises actuellement en restructuration ne sont pas licenciés, ils le devront, disons-le, à l'effervescence qui gagne parmi les ouvriers et aux étincelles qui, çà et là, menacent la bonne entente entre patrons et bureaucrates syndicaux. Mais le but des négociations a visiblement été d'empêcher, grâce à quelques miettes, que l'incendie ne se propage, plutôt que de protéger réellement les travailleurs, — ce qui est impossible sans appeler à la lutte les catégories les plus basses et notamment les travailleurs de province.

Ainsi on a paré au plus pressé avec des astuces qui prétendent « éviter le chômage » : on a en réalité dressé un plan de réduction d'emplois en organisant les départs en retraites, en jouant sur le *turn over*, en incitant grâce à des primes les ouvriers à quitter la profession, en proposant des places en province, ce qui est un bon prétexte pour licencier sans indemnité, et autres trucs... Mais pour obtenir des résultats différents il faudrait préparer la lutte. Au contraire, on promet qu'en contrepartie de ces astuces et de ces miettes, on n'appellera pas les ouvriers à lutter. Une preuve ? Un point de l'accord-cadre, dont *L'Humanité* ne se vante pas, mais qu'elle ne dément pas non plus : « En cas de disparition d'un nouveau titre, la CGT n'exigera pas la réinsertion des ouvriers licenciés » (voir *Les Echos* du 8-7-76).

Quand on sait que le prétendu principe qui inspire les syndicats, c'est « pas de licenciement sans reclassement préalable », on mesure la valeur de tels engagements !

● IMRO-Rouen

L'été est décidément fertile en interventions policières. Les CRS ont profité d'un relâchement du piquet des grévistes de l'IMRO à Rouen pour investir les ateliers.

L'imprimerie était occupée depuis le 29 septembre 1975 pour riposter aux licenciements des 125 ouvriers de l'entreprise mise en liquidation.

C'est tout à l'honneur des ouvriers de l'IMRO d'avoir refusé à l'unanimité, en entraînant derrière eux la 22^e section du Livre CGT de Rouen, le mot d'ordre opportuniste et chauvin du « rapatriement des travaux exécutés à l'étranger », lancé par la Fédération, mot d'ordre qui conduit à l'alliance entre patrons et ouvriers dans la concurrence internationale et dresse les uns contre les autres les ouvriers des différents pays.

La véritable riposte prolétarienne aux manœuvres patronales qui visent à briser la résistance des ouvriers, pour restructurer à leurs dépens, en faisant faire des travaux dans d'autres villes ou à l'étranger, est de *tisser des liens à l'échelle nationale et internationale* pour éviter le travail des jaunes, pour *riposter collectivement*, à l'échelle nationale et internationale par des *revendications communes* à l'attaque capitaliste qui est généralisée et non locale ou nationale. Ceci serait-il théoriquement impossible alors que les ouvriers ont déjà fait de puissants mouvements non seulement ici en France, mais aux Etats-Unis, en Angleterre, et récemment en Allemagne et en Italie ?

Les ouvriers des autres imprimeries rouennaises ont réagi à l'intervention policière par une grève qui a empêché la parution de trois quotidiens. La *solidarité entre les exploités*, c'est la voie à suivre, même si pour cela il faut se heurter aux bureaucraties opportunistes.

Dans les foyers SONACOTRA

La grève continue dans une vingtaine de foyers. Les résidents payent le montant du loyer moins cent francs chez un huissier. Par contre, dans plusieurs foyers, le PC a réussi avec l'aide de l'Amicale des Algériens en Europe à briser complètement le mouvement.

A Bagnolet par exemple, la municipalité PC a quasiment acheté la moitié des délégués pour imposer, sans une réelle consultation des résidents, une négociation séparée avec la Sonacotra. Le protocole, contresigné par le PC, la CGT, le MJCF, la municipalité et l'Amicale, ne propose qu'une baisse dérisoire du loyer, tout en satisfaisant quelques revendications des résidents : droit de visite, de réunion, reconnaissance du comité de résidents... En théorie seulement, car le gérant, profitant de la démobilitation et de la division des travailleurs causées en partie par cette signature, a vite fait de reprendre les choses en main et de rétablir l'ancien règlement répressif, aidé en cela par les délégués signataires. Le PS et la CFDT, qui assistaient à la négociation, même s'ils ont refusé de signer, ont montré leur satisfaction de voir le conflit se terminer. Aussi, comme d'autres organisations — y compris gauchistes —, ont-ils suspendu leur soutien à la lutte des travailleurs qui refusaient la négociation séparée. Quant aux gauchistes du comité de soutien local, ils ont toujours refusé de dénoncer au cours de l'action le travail ignoble du PC et de mettre en garde les travailleurs contre lui, lui permettant ainsi de casser la grève en toute impunité. Ce n'est pas en le dénonçant une fois la trahison consommée qu'ils peuvent prétendre avoir défendu la lutte contre lui.

Maintenant que le mouvement est réellement tombé, une poignée de travailleurs poursuit un petit travail d'agitation pour réclamer l'application du protocole sur des problèmes d'attribution de chambres, d'expulsion de chômeurs, d'intervention du gérant contre des réunions. Un travail de ce genre pourrait sauvegarder utilement un minimum de ce qu'avait permis la grève de Bagnolet : l'unité des résidents dans la lutte et leur organisation, et préparer, dans les conditions difficiles du reflux, les bases d'une mobilisation ultérieure plus profonde et plus capillaire.

(suite page 4)

Solidarité avec ceux du CHR de Lille !

Depuis le lundi 5 juillet la quasi-totalité du personnel de radiologie du CHR de Lille est en grève illimitée pour les revendications suivantes :

- 250 F pour tous
- Paiement des 12 heures supplémentaires fictives (intégrées au salaire)
- Pas de salaire inférieur à 2.000 F
- Semaine de 35 heures (avec le maintien des 3 semaines de congés)
- Reconnaissance de la maladie professionnelle
- A travail égal, salaire égal (pour les aides-manipulateurs et les ASH faisant fonction).

L'administration a choisi de laisser pourrir la grève tout en ayant recours aux méthodes traditionnelles d'intimidation et de répression : pressions morales sur les grévistes puis réquisitions en nombre.

Pour pouvoir continuer le combat les camarades en lutte doivent être soutenus, car le personnel radio est très peu nombreux et il ne bénéficie d'aucune aide extérieure.

A nous de leur apporter une partie de ce soutien qu'ils s'efforcent de recueillir auprès d'autres travailleurs des hôpitaux de la région et des usines proches.

Autodéfense ouvrière

(suite de la page 1)
libérales de l'Etat, mais à sa **destruction révolutionnaire**, ce qui suppose la lutte contre l'opportunisme.

Seuls des gens qui foulent aux pieds la vérité historique ou des métaphysiciens impuissants peuvent utiliser cette affirmation générale du marxisme pour essayer de faire croire que la Gauche communiste assimile démocratie, opportunisme et fascisme, et refuse la défense contre le fascisme. Il est clair en effet que si l'on passe du domaine de l'étude de l'alignement des forces et des conditions de la victoire au domaine de l'action et de la tactique, les communistes doivent se poser le problème d'organiser la lutte indispensable contre la violence bourgeoise et d'arracher sur ce terrain de l'**autodéfense ouvrière**, et donc pas seulement par la propagande, le prolétariat à l'influence des directions réformistes.

Cette question se présente sous deux aspects absolument inséparables : celui de l'**autodéfense de masse** qui vise à riposter par la grève, les manifestations et la mobilisation des masses ouvrières à la violence bourgeoise en permettant d'éduquer ces masses aux principes de la lutte de classe ; et celui de l'**autodéfense proprement dite**, c'est-à-dire de la constitution d'organes d'autodéfense : détachements de combat, milices armées, etc., dont le but est d'abord de défendre physiquement les ouvriers en grève, les centres de vie prolétarienne, les quartiers et les organisations ouvrières mais également, quand cela est possible, de faire la démonstration devant les prolétaires que l'on peut aussi porter des coups à l'adversaire, donnant ainsi à la classe ouvrière confiance en elle-même, tout en constituant un terrain de préparation militaire de la révolution.

Le mur de préjugés et de mensonges que nos détracteurs intéressés ont dressé devant leurs yeux les empêche de voir qu'à côté d'organisations militaires de parti que nous considérons comme absolument indispensables, la Gauche revendique la possibilité pour toutes les **organisations ouvertes** de la classe (syndicats, comités de grève ou d'usine, soviets, etc.) de constituer des milices d'autodéfense où les militants de plusieurs partis peuvent se côtoyer, entraîner les ouvriers sans parti désireux de combattre, et doivent, sur une base de classe, accepter une **discipline commune**, sans laquelle on ne saurait évidemment parler d'autodéfense. Et sur ce terrain se pose la question d'actions parallèles, communes avec d'autres forces, et celle du front unique prolétarien.

**

Cette perspective d'une **autodéfense de classe** est une revendication générale dont les communistes doivent s'attacher à démontrer l'exigence dans les mille et un épisodes de la lutte ouvrière ; **même si sa perspective de réalisation à grande échelle, comme mot d'ordre immédiat, n'est pas proche**, cela n'exclut nullement, au contraire, que des expériences soient faites, **allant dans le sens d'une autodéfense réelle**, même sur une base étroite et peu durable, où participent des organisations du parti, pourvu qu'elles le fassent toujours **sous le contrôle le plus strict du centre**.

Les faits eux-mêmes démontrent cette exigence : journellement la police intimide, tabasse, persécute ; il ne se passe pas de semaine sans que les CRS investissent des usines, chassent les piquets de grève, sans que les milices patronales ne s'en mêlent, sans que les bandes racistes et les organisations d'extrême droite ne se livrent à des ratonnades. Non seulement les ouvriers sont bien obligés de se défendre, de prévoir des systèmes d'alerte — on en est malheureusement le plus souvent encore là aujourd'hui — mais même, dans certains cas, ils affrontent la police ou les milices privées. On a même vu des tentatives de mettre en place des dispositifs de protection contre des ratonnades. D'autre part, les progrès du terrorisme démontrent que des énergies sont susceptibles dès aujourd'hui — même si elles sont extrême-

mement faibles — de se placer sur le terrain de la violence contre la violence bourgeoise — bien que **la forme même du terrorisme individuel** soit une riposte qui reste encore au stade embryonnaire et non encore classiste.

Nul doute que tous ces éléments, aujourd'hui encore épars, occasionnels — mais moins qu'on ne le croit généralement — ne doivent prendre de l'ampleur avec les développements de la crise économique qui poussera de plus en plus le prolétariat à la lutte. Aussi n'est-il pas étonnant que puisse se poser déjà aujourd'hui aux militants la question de la participation à des comités d'autodéfense, qu'ils soient liés à des secteurs périphériques des syndicats échappant à l'emprise des bureaucraties ou situés en dehors des syndicats.

Cette question est extrêmement délicate et il est bon de fixer quelques règles pour orienter le travail des sections.

L'adhésion à des comités qui se forment éventuellement avec l'objectif **spécifique** de préparer l'autodéfense ouvrière, ou qui prétendent le faire, doit être subordonnée à un examen préalable des forces politiques dont ils émanent : on ne peut attendre d'**autodéfense ouvrière** des gardes-chiourmes opportunistes du capital, pour lesquels, en tout état de cause, l'Etat doit conserver le monopole de la violence.

Si le comité en question — sous réserve du jugement qu'on aura pu porter sur les opinions politiques de ses membres et sur leur sérieux — n'exclut pas notre participation directe, il est nécessaire de **délimiter clairement les principes sur lesquels il se constitue**, en proclamant ouvertement que l'autodéfense ouvrière ou bien se base sur l'**emploi exclusif des méthodes de classe** ou bien n'est pas une autodéfense ouvrière. Aucun appel par conséquent à la démocratie, à la justice, aux forces politiques de la classe dominante, à son Etat, etc.

C'est là la condition **minimale** de notre participation active et disciplinée aux tâches pratiques, autant que celle d'une réelle autodéfense du prolétariat.

Ajoutons qu'une déclaration générale de principe est toutefois insuffisante, compte tenu de l'instabilité politique qui caractérise en général des groupes qui sont aussi prompts à se laisser emporter par l'enthousiasme pour les mots qu'à se comporter de manière opposée **dans la pratique**. Il est donc nécessaire de traduire immédiatement la revendication des méthodes de classe en **engagements précis et concrets** : forces effectivement disponibles pour l'autodéfense, moyens pratiques à utiliser, mots d'ordre, ainsi que critères à suivre pour l'utilisation des forces, leur protection et leur retraite, etc. —, en exigeant sur tous les points discutés une **discipline collective absolue**. Il faut exiger que, si l'on accepte le principe général de l'autodéfense de classe, chaque disposition pratique réponde à cet objectif et que l'on agisse dans tous les cas en cohérence avec les principes reconnus.

Sans entrer ici dans les détails, nous voulons seulement signaler que ces critères ne répondent pas à des scrupules de puristes mais à des exigences de claire orientation de classe comme d'efficacité pratique de l'action de tels comités.

Le terrain de l'action de ces comités est l'un des plus difficiles, sinon le plus difficile de tous, dans le domaine de la lutte immédiate et nous avons le devoir, quand il s'agit de défendre les ouvriers, de les défendre sérieusement et non pas en paroles. Si cela n'est pas possible en collaboration avec d'autres, il vaut mieux y renoncer **dans l'immédiat**, et travailler afin que la chose devienne possible dans l'avenir. Il n'y a pas de danger plus grand, surtout dans ce domaine, que le flou dans les engagements et la démagogie dans l'action.

**

D'un point de vue pratique, une question qui est souvent posée aujourd'hui est celle de l'attitude vis-à-vis des meetings d'extrême droite. Ces derniers soulèvent deux questions : d'une part, celle de la **défense physique** contre d'éventuel-

les **ratonnades**, et, d'autre part, celle de la riposte à une telle manifestation politique antiproletarienne.

Le réflexe de l'**« extrême gauche »** est d'appeler à manifester contre le meeting en rassemblant toutes les **« forces ouvrières et démocratiques »**, tous les antifascistes en général. Mais pour permettre à tout ce beau monde de faire au moins semblant de bouger, on se place en général sur le terrain légal, et on demande à l'Etat d'interdire la manifestation.

Dans la pratique, à supposer même qu'on se préoccupe de la défense physique — ce qui est rarement le cas — on la fait découler de l'interdiction du meeting, ce qui est complètement erroné car l'Etat n'a jamais empêché les ratonnades : les forces de police elles-mêmes y participent.

D'un point de vue politique, le résultat d'une telle attitude est nécessairement désastreux : en effet, ou bien l'Etat interdit le meeting — ce qui n'est nullement exclu — et alors on revalorise l'illusion mortelle selon laquelle l'Etat démocratique serait une aide dans la lutte contre les fascistes ; ou bien l'Etat n'interdit pas, et dans ce cas, on se heurte nécessairement aux forces conjuguées des fascistes et de la police ; mais on s'y heurte **sans préparation** : la direction du mouvement est tombée dans les mains de ceux qui prétendent vaincre par la **force morale** qui viendrait de l'appel au respect du Droit de l'opinion publique, ou même par la force morale du « mouvement ouvrier » en général, et quand il faut faire face à la violence bien concrète, on se présente en désordre, sans idées claires et les mains nues ; et encore heureux si les militants qui prennent la lutte au sérieux ne sont pas désavoués par les organisateurs. Que peut-il y avoir de plus démoralisant que ces pratiques ?

Il faut ajouter que, dans tous les cas, on crée, en faisant appel aux partis réformistes, la confusion la plus grave, en faisant croire aux prolétaires que ces derniers ne sont pas eux aussi une force antiproletarienne et antimarxiste dont il faudra un jour aussi que les travailleurs interdisent les manifestations.

Dans la meilleure des hypothèses, celle où le comité se placerait résolument sur le terrain de la lutte contre l'Etat et contre l'opportunisme, subordonner la défense physique à une **entente programmatique** entre partis est le **meilleur moyen de la rendre impossible**, à moins que le parti ne renonce à son indépendance politique et donc à la possibilité de transformer la défensive en un terrain de préparation à l'offensive révolutionnaire.

C'est pourquoi nous proposons une autre méthode, qui prend si l'on veut la question à l'envers. Pour l'orientation politique, que chaque parti donne la sienne — c'est du moins ce que nous ferons pour notre part puisque nous ne partageons la nôtre avec personne —. Mais la question de la défense physique est une question pratique qui est susceptible de rassembler les prolétaires indépendamment de leurs opinions, sans aucun préalable politique, à moins que l'utilisation des méthodes de classe ne soit considérée comme un préalable. Pourquoi, en présence de ces meetings d'extrême droite suivis de violences antiproletariennes, ne pas commencer, par exemple, par assurer la défense physique de quartiers, de foyers d'immigrés ou de sièges d'organisations, ce qui suppose un effort en vue d'une véritable mobilisation ouvrière mais aussi la mise sur pied d'un dispositif pratique d'autodéfense ? Et le jour où l'on aura la capacité d'assurer au moins cela, les forces existeront et seront rassemblées sur une base de classe, non ambiguë, pour faire éventuellement plus et s'opposer s'il le faut, à la tenue d'un meeting fasciste. Mais le problème est aujourd'hui d'aider à la naissance de ces forces et la démagogie antifasciste interclassiste y fait obstacle.

C'est pourquoi l'alternative historique : **communisme ou fascisme** se traduit sur le plan de la lutte immédiate dans les termes suivants : **antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière**.

Sur la question de la dictature du prolétariat

Dans la foulée générale du post-stalinisme, le PCF vient d'abandonner, avec ses « frères » japonais, espagnol, portugais, la formule de la « dictature du prolétariat », après que le stalinisme international l'a renié dans la pratique, c'est-à-dire, en tant que principe qui a guidé son action tout au long d'un demi-siècle.

Du coup notre « extrême gauche » sursaute dans un accès d'orthodoxie. Cela vaut la peine, même avec bien du retard, de s'arrêter pour faire un bilan au moins partiel de cette réaction. Nous avons retenu deux courants : L.O. (pour une fois qu'elle « ose » s'avancer sur le terrain « miné » des principes) et la LCR.

« L.O. » La défense du libéralisme

Tous deux reprennent à leur compte la formule de « dictature prolétarienne ». L.O. affirme pour sa part qu'enlever « ses armes à la bourgeoisie, supprimer tous les corps de répression permanents, armer le prolétariat, voilà ce qu'est la dictature du prolétariat » (*Lutte de Classe*, n° 34).

Il faut l'armement du prolétariat, le désarmement de la bourgeoisie, plus encore, la destruction de fond en comble de l'appareil de l'Etat bourgeois. C'est acquis. Mais, étant allée jusque-là, L.O. s'empresse de rassurer « l'opinion publique » en chatouillant l'instinct petit-bourgeois qui sommeille chez tous les opportunistes. La dictature du prolétariat ? Cela ne sert qu'à assurer le règne du libéralisme conséquent. Car « les bourgeois ne respectent la démocratie que lorsqu'elle va dans leur sens » [mais quand et où la démocratie bourgeoise n'est-elle pas allée dans le sens de la classe dominante ?]; alors, il faut une force capable d'assurer le fonctionnement de la démocratie contre la bourgeoisie elle-même : « c'est précisément pour assurer la défense des libertés et le respect de la démocratie qu'il y a besoin de la dictature du prolétariat ». Ni plus ni moins ! On croirait entendre le PCF : « Toutes les libertés que donne la bourgeoisie dans ces formes républicaines de gouvernement, le pouvoir ouvrier les donnera : liberté d'opinion, de presse, d'association, de réunion, de culture, de manifestation, etc. Qu'il y ait des individus hostiles au nouveau régime, qui le disent et qui désirent le faire savoir, qu'il y ait des journaux défendant le retour au système capitaliste, en quoi cela pourrait-il gêner le nouveau pouvoir ? Cela n'éliminerait pas la presse défendant les idéaux de la bourgeoisie et exposant ses récriminations ? Mais cela n'est pas [!!!] le but de la dictature du prolétariat. Son but est, au contraire [!], de faire respecter la plus large démocratie pour tous y compris pour les anciens possédants ».

On croit rêver, et pourtant... On allait oublier de rappeler au lecteur que L.O. n'est pas para-kautskien ; pensez-vous ! L.O. se réclame de Trotsky, de l'auteur de ce formidable plaidoyer pour la dictature et la contrainte qu'est *Terrorisme et Communisme*. Qui le croirait ?

La dictature du prolétariat pour garantir — enfin ! — le règne de la « volonté souveraine » démocratiquement exprimée ? Allons donc ! : « Les admirateurs de la « démocratie conséquente » s'imaginent que les problèmes politiques les plus sérieux peuvent être résolus par le vote. En fait, ces problèmes, s'ils sont graves et aggravés par la lutte, sont résolus par la guerre civile (...). [Ces gens-là ne veulent] pas comprendre que

la dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat menée à l'aide d'un instrument tel que le pouvoir d'Etat » (Lénine, tome 30, pp. 274 et 276).

La dictature est un instrument de coercition dans la longue guerre civile multiforme qui est poussée à son paroxysme lorsque la bourgeoisie, qui vient d'être renversée, rassemble et concentre, avec l'aide de la bourgeoisie internationale, tous ses moyens d'influence, de puissance et d'expérience contre le prolétariat victorieux, pour essayer de le renverser. Elle sert non seulement à briser les tentatives de restauration bourgeoises, mais encore à contrer et neutraliser les inévitables oscillations des masses laborieuses non prolétariennes, alors que le prolétariat dominant ne fera que commencer la longue œuvre de destruction des rapports capitalistes.

« Seuls les « socialistes » et les « social-démocrates », les principaux représentants actuels des démocrates petits-bourgeois, poursuit Lénine, sont capables de se faire des illusions et de s'imaginer que les masses laborieuses sont en mesure, sous le capitalisme [car le capitalisme, en tant que mode de production, subsiste après la conquête du pouvoir par le prolétariat], d'acquiescer à une conscience, une fermeté de caractère, une perspicacité assez grandes, un horizon politique assez vaste pour pouvoir décider à l'avance, par un simple vote [vous entendez « démocrates ouvriers » ?], ou de toute autre manière, sans une longue expérience de la lutte, qu'elles suivront telle classe ou tel parti. C'est une illusion. C'est une fable douceuse des pédants et mielleux socialistes dans le genre des Kautsky, Longuet, MacDonald. Le capitalisme ne serait pas ce qu'il est si, d'une part, il ne vouait pas les masses

à un état d'abrutissement, d'accablement, de crainte, de dispersion [la campagne !], d'ignorance ; si, d'autre part, il ne remettait pas entre les mains de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, de mystification massive, d'abrutissement, etc., des ouvriers et des paysans. C'est pourquoi seul le prolétariat est capable de tirer [cela veut dire exercer une force !] les travailleurs du régime capitaliste pour les conduire au communisme » (*idem*, pp. 273-274). C'est pour cela que Trotsky pouvait affirmer, comme Lénine et la Gauche, que « la majorité ne se compte pas, elle se conquiert ».

La dictature du prolétariat pour assurer les « plus larges libertés » aux exploités ? Le crétinisme parlementaire d'hier se transforme ici en crétinisme libéral tout court. Car « en temps de guerre [et la dictature du prolétariat, en tant que période transitoire, est une longue guerre entre les classes], toutes les institutions, organes du pouvoir gouvernemental et de l'opinion publique, deviennent directement ou indirectement, des organes pour la conduite de la guerre. Ceci concerne en premier lieu la presse. Aucun gouvernement soutenant une guerre sérieuse ne peut permettre la diffusion, sur son territoire, de publications qui, ouvertement ou non, favorisent l'ennemi. A plus forte raison en période de guerre civile. La nature de cette dernière est telle que les deux partis ont, à l'arrière de leurs troupes, des populations faisant cause commune avec l'ennemi. A la guerre, où la mort sanctionne les succès et les insuccès, les agents ennemis qui se sont faufilés à l'arrière des armées doivent subir la peine de mort. Loi inhumaine, sans doute, mais personne n'a considéré encore la guerre comme une école d'humanité, à plus forte raison la guerre civile » (*Terrorisme et Communisme*).

« Rouge » : le bolchévisme transformé en martovisme

Bien que Rouge reconnaisse que la dictature prolétarienne est indissociable de « l'exercice violent du pouvoir contre les anciens maîtres récalcitrants », il nous livre, à sa manière, la « démocratie conséquente » et le « libéralisme ouvrier » qui chez L.O. a atteint un niveau caricatural.

Daniel Bensaïd (qui a quand même le mérite — fût-ce au prix des mensonges les plus éhontés — de dire tout haut ce que beaucoup de « trotskistes » pensent tout bas), nous explique que « la constitution initiale de la révolution russe garantit explicitement [la souveraineté des] organisations soviétiques ». Mais il n'a pas remarqué que, comme le dit Trotsky, « la

dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti [qui] a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informer les parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail » (*ibidem*).

D.B. affirme ensuite que le régime de parti unique fut une invention... stalinienne, mais il oublie de dire qu'il fait ainsi de Lénine et Trotsky les précurseurs de Staline. Il va encore plus loin et dit que « ce n'est qu'en 1920 que l'opposition de plus en plus active et souvent militaire au régime soviétique entraîne. L'illégalisation [des partis menchevique et s-r], comme une mesure prise dans le feu de la lutte, et non comme une mesure de principe ».

Quelle naïveté... démocratique ! Il ne voit même pas que le principe du communisme est l'exercice exclusif du pouvoir par le seul parti de classe, et que c'est pour cela que les autres partis ont été interdits, dans le feu de la guerre civile, de la guerre entre les classes.

Le trotskiste à la sauce libérale va encore plus loin, et lit l'histoire avec la rigueur caractéristique de tous ceux qui veulent faire des bolcheviks des « démocrates jusqu'au bout » : « dès le lendemain de la conquête du pouvoir, écrit-il, les bolcheviks étaient en pourparlers avec les autres partis présents dans les soviets pour leur proposer un gouvernement commun ». Il veut ainsi faire la « preuve » d'un principe démocratique inhérent au bolchévisme. Lénine soucieux de la représentation (proportionnelle ?) des minorités ! ?

Le 25 octobre 1917, « le Comité Central du PC (b) R, écrit Trotsky dans son *Histoire de la Révolution russe*, adopte la proposition de Lénine comme la seule recevable : former un gouvernement composé uniquement de bolcheviks ». Et en ce qui concerne les pourparlers dont parle D.B., on peut lire dans le procès-verbal de la réunion du C.C. du parti bolchevique du 1-12-17 : « Le camarade Lénine estime que les pourparlers étaient destinés à être une couverture diplomatique des mouvements militaires ». Couverture militaire, de la ruse si vous voulez, pas un principe !

Par ailleurs, la participation ultérieure des s-r « de gauche » (qui jouissaient d'une large influence dans les campagnes révolutionnaires) au gouvernement soviétique était historiquement justifiée par le fait que le pouvoir révolutionnaire devait entraîner les grandes masses paysannes dans la révolution antiféodale et contre la grande bourgeoisie conservatrice. La participation de ce courant au gouvernement ne contredisait nullement le principe de la prise, de l'exercice, ferme et de l'orientation stricte du pouvoir par le parti communiste qui le dominait de tout son poids. La répression de la révolte des s-r et sa liquidation politique au cours de l'automne 1918 furent, non pas la riposte prolétarienne à la violation des principes de la démocratie, mais la neutralisation des inévitables oscillations de ces courants hybrides, les bolcheviks ayant alors réalisé le principe « d'attirer aux côtés du prolétariat les masses laborieuses non prolétariennes [en faisant du pouvoir d'Etat] un instrument pour conquérir ces masses sur la bourgeoisie et les partis petits-bourgeois » (Lénine, tome 30, p. 269).

*

On ne forge ni le parti révolutionnaire ni la force de la Révolution sur les principes de la démocratie, très honorable drapeau de la bourgeoisie dans son assaut subversif contre l'Ancien Régime, qui alors ne comprenait pas elle-même son contenu mystificateur,

mais mensonge et duperie que la classe capitaliste fait peser lourdement sur les masses exploitées.

Les principes du mouvement communiste sont tout autres. Pour reprendre les mots de l'Internationale de Lénine :

« La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige du prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, qu'il accomplisse les trois tâches suivantes. La première : renverser les exploités et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur principal représentant économique et politique ; leur infliger une défaite absolue ; écraser leur résistance ; rendre impossible de leur part toute tentative, quelle qu'elle soit, de restauration du joug du capital et de l'esclavage salarié. Deuxième tâche : entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation, contre les exploités ; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer, sur la base de l'expérience pratique, confiance dans le rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire. Troisième tâche : neutraliser ou rendre inoffensives les inévitables hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des soviets, qui se manifestent tant au sein de la classe des petits propriétaires ruraux et des petits patrons de l'industrie et du commerce, qui sont encore très nombreux dans presque tous les pays avancés, bien que ne constituant qu'une minorité de la population, qu'au sein de la couche d'intellectuels, employés, etc., qui correspond à cette classe ».

C'est tout cela la dictature du prolétariat.

programme communiste

(revue théorique du Parti)

N° 69-70

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.

- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.

LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE (2) LE VI^e EXECUTIF ELARGI DE L'I.C.

- Introduction
- Intervention d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'International Communiste (février-mars 1926)
- En marge du X^e plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

Le numéro : 12 F

N° 71

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet ».
- Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.

Le numéro : 8 F

EL PROGRAMA COMUNISTA

Sumario del N° 21 (septiembre de 1976)

- España, Italia, Portugal : El postalinismo latino, honra del stalinismo mundial.
- Las Tesis de la Izquierda :
 - Introducción
 - El asalto de la duda revisionista a los fundamentos de la teoría revolucionaria marxista
 - El ciclo histórico de la economía capitalista
 - El ciclo histórico de la dominación política de la burguesía
- Al margen del X^o plan quinquenal : El mito de la « planificación socialista » en Rusia.
- Acerca de la Declaración de la Conferencia de los Partidos Comunistas de América Latina y del Caribe : Las vías que llevan a las cloacas de la historia.

La LCR et le Kampuchéa révolutionnaire

Une caricature d'internationalisme

Ces derniers mois ont vu se développer une campagne internationale de dénigrement contre la Révolution kampuchéenne, campagne qui cache en réalité les appétits de différents impérialismes, Etats-Unis en tête, avec, à leur suite, l'impérialisme français qui possède d'importants intérêts dans la région et le pays.

Tout révolutionnaire et militant anti-impérialiste sincère ne peut pas ne pas sentir comme un *devoir élémentaire la solidarité* avec la révolution indochinoise, et en particulier avec la terreur révolutionnaire avec laquelle la composante la plus radicale du mouvement indochinois défend et poursuit au Kampuchéa des bouleversements économiques, politiques et sociaux qui, dans leurs manifestations les plus extrêmes, évoquent les mouvements nationaux-révolutionnaires que l'Internationale de Lénine se proposait de soutenir, de propulser et de diriger dans les aires arrières. Aussi est-il important de s'arrêter aux indications données par la LCR — qui fut un des pivots, sinon le plus important, du Front Solidarité Indochine — à cet égard, car elles sont symptomatiques des positions de ce courant qui, sous couvert de fidélité aux principes internationalistes de l'IC, ne fait que couvrir leur caricature par la phrase internationaliste.

Que dit la LCR devant les difficultés qui assaillent le Kampuchéa Révolutionnaire? Montre-t-elle les responsabilités des partis politiques métropolitains et éduque-t-elle le prolétariat auquel elle s'adresse avec les principes du marxisme révolutionnaire, d'après lesquels la solidarité avec les mouvements anticoloniaux veut dire *avant tout désorganiser les arrières de l'impérialisme, ici, dans les métropoles*, pour qu'il ne puisse pas avoir les mains libres pour intervenir impunément ailleurs? Montre-t-elle que, par conséquent, la solidarité prolétarienne ne veut pas dire : pacifisme ou charité ou domaine de lutte séparé ou « autonome » : elle découle dans les métropoles des exigences inséparables de l'exacerbation de la lutte des classes et de la préparation révolutionnaire? Revendique-t-elle le soutien aux formes les plus extrêmes de la lutte au Kampuchéa, la terreur révolutionnaire, contre laquelle se déchaîne, avec un sûr

instinct de classe, la presse au service de l'impérialisme, parce qu'elle sait qu'il n'y a pas de révolution victorieuse sans dictature, ni de dictature consolidée sans terreur? Pas le moins du monde.

En fait elle s'en lave complètement les mains, en se limitant à redresser, avec l'impartialité propre à tout bien-pensant de gauche, certaines accusations somme toute marginales que n'importe qui aujourd'hui, pourvu qu'il ne soit pas un troglodyte politique, peut corriger spontanément, et en donnant aux prolétaires des pays avancés en général et de la France en particulier, devant les tentatives d'étouffement du pouvoir révolutionnaire isolé dans l'état des grandes forces mondiales, une orientation qui revient à dire que les révolutionnaires kampuchéens n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes : car, voyez-vous, ils auraient choisi d'affirmer « un communisme national teinté de nationalisme » (sic) en tournant ainsi le dos à un autre développement post-révolutionnaire possible, basé sur « l'aide plus immédiate d'Etats ouvriers » qu'ils auraient l'air de récuser.

La LCR va même jusqu'à apporter de l'eau au moulin de l'intimidation impérialiste, en écrivant avec l'autorité que donne une vague auréole de radicalisme, que « le Cambodge est probablement [sic] le pays d'Indochine où les rapports entre le parti et les masses sont les plus « verticaux », substitutifs et autoritaires » (1).

Le bilan? Pas un mot des tâches internationalistes du prolétariat des métropoles et des tâches que la LCR entend elle-même assumer, tout juste quelques mots pour suggérer un certain internationalisme de la part des Etats qualifiés d'ouvriers, une accusation en règle contre la Révolution kampuchéenne au nom d'un internationalisme rarement explicite; bref, une intransigeance apparente sur le dos d'une révolution qui n'a jamais prétendu être prolétarienne et communiste, et une complaisance certaine tant envers elle-même qu'envers des forces qui ont historiquement trahi et renié la lutte communiste.

L'internationalisme de la LCR n'est pas celui d'une avant-garde qui entend assumer elle-même, en première personne, la tâche de préparer et de diriger la soudure de la révolution anticoloniale et de la révolution prolétarienne dans les métropoles, comme l'enseignèrent Marx et Lénine, en défendant dans la lutte présente une perspective qui, pour être encore lointaine, n'en exige pas moins aujourd'hui, afin de pouvoir se concrétiser demain, une lutte radicale exempte de tout immédiatisme. Bien au contraire. L'internationalisme anticolonialiste de la LCR est une de ces politiques amoureuses du « concret », une variante, même si elle s'en défend, de ces politiques qui font de nécessité vertu, qui, ne se sentant pas capables de prendre sur elles-mêmes l'accomplissement des tâches révolutionnaires, cherchent dans les faits et les forces prétendument favorables ou ouvertement défavorables, réels ou inventés, qui existent aujourd'hui, un prétexte pour postuler l'inefficacité immédiate de la position de classe devant chaque problème précis, et en viennent à refuser, sacrifier, et finalement combattre toute politique indépendante et classiste inspirée par un plan d'action à long terme, même si elles en reconnaissent sottovoce le bien-fondé « dans d'autres situations » et « ailleurs ».

Que devient alors le fin mot de sa propre lutte, sous prétexte d'efficacité immédiate? Agir par l'intermédiaire des autres, grâce à une pression savante sur les forces qui dominent aujourd'hui sur la scène historique et dont on se sent plus proche. Agir, par conséquent, dans un sens qui n'est certes pas celui de la défense ouverte de l'ordre, mais qui ne rompt pas avec les principes mêmes incarnés par cet ordre que la classe révolutionnaire devra démolir sous la direction d'un parti qui l'y aura

préparé et s'y sera lui-même sérieusement préparé au cours d'une longue période historique précédant les affrontements révolutionnaires.

C'est ainsi que, prenant appui sur le fait que les Etats dénommés ouvriers avaient été amenés à donner des armes au mouvement indochinois — et certes, qui niera la différence entre donner ou même vendre des armes à un peuple, et décharger ses armes sur lui? — la position du SU de la IV^e Internationale avait pour but pendant la phase américaine de la guerre indochinoise de « mener une politique conséquente à l'échelle internationale pour imposer un front uni minimum en défense de la révolution indochinoise aux Etats ouvriers, si dégénérés soient-ils [sic], et au mouvement communiste officiel » (2), ou, comme l'écrit le spécialiste Rousset : « l'extrême-gauche [pouvait] être un levier indispensable à la mise en mouvement et à la radicalisation de l'action du mouvement ouvrier officiel » (3). La position est même revendiquée a posteriori, après la fin de la guerre : « La guerre américaine [...] aura amené les directions soviétique et chinoise à consentir une aide qui, malgré ses limites et ses fluctuations, aura joué un rôle décisif dans l'armement de la révolution. L'existence même de cette aide, comme ses carences dramatiques, justifie pleinement le mot d'ordre de front uni des Etats ouvriers en défense de la révolution indochinoise lancé dès les premières phases de la deuxième guerre d'Indochine » (4).

Le comportement même de la LCR prouve que cette position heurte frontalement tant la préparation révolutionnaire du prolétariat dans les métropoles que la radicalisation et la défense efficaces des révolutions anti-impérialistes. On ne peut, en effet, défendre devant le prolétariat l'idée d'un front uni tel sans avaliser la vision politique du « mouvement ouvrier officiel » qui exclut et combat toute intervention révolutionnaire du prolétariat dans les métropoles, et des Etats capitalistes de l'Est qui marient un armement à l'éclipse, consenti — lorsqu'il l'est — aux forces anticoloniales les plus modérées, avec un soutien à la paix sociale et à la consolidation de l'ordre dans les métropoles.

La preuve en est que la LCR en est venue à faire le black-out complet dans tous ses articles sur le Kampuchéa sur les menées de

l'impérialisme français contre les Khmers Rouges (5), dont la dénonciation aurait nécessairement posé la question de l'attitude à avoir face tant à l'Etat qu'aux forces qui lui sont liées, et en est venue à mettre en avant un prétendu rôle révolutionnaire de Sihanouk en même temps que, comme on l'a vu, elle se désolidarise des forces les plus radicales sur lesquelles repose entièrement, en l'absence d'un mouvement prolétarien autonome pouvant intervenir, la défense des conquêtes avancées de la révolution.

Ce n'est pas un des aspects les moins importants de la position de la LCR qui tait systématiquement le fait que Sihanouk a voulu et dirigé la répression contre les Khmers Rouges notamment depuis le début de leurs opérations armées en 1967, et gonfle le rôle du même Sihanouk dans la lutte contre l'invasion ouverte des Américains à partir de 1970, alors qu'il était déjà un cadavre politique qui fut remis à flot, en premier lieu par la Chine, si bien que les révolutionnaires kampuchéens durent le tolérer.

On ne peut défendre cette perspective sans mentir aux masses et à ses propres militants, en cachant les faits où le « mouvement ouvrier officiel » a agi, sur le terrain même de l'armement justificateur, en favorisant ou en armant carrément les forces contre-révolutionnaires.

C'est ainsi que la LCR ne dit pas clairement que la Russie n'arma jamais les Khmers Rouges alors qu'elle arma le gouvernement de Sihanouk et intensifia précisément son effort militaire après les émeutes paysannes de 1967. C'est ainsi qu'elle cache que la Chine fit de même (le premier ministre de Sihanouk déclara lui-même début 1968 que cette aide revêtait « une grande importance dans les circonstances actuelles »), et que, si par la suite la Chine fournit un certain arme-

ment aux insurgés, il fut toujours limité : elle n'hésita même pas, après les accords de Paris de janvier 1973, à couper l'approvisionnement en matériel lourd et en munitions pendant huit mois, alors que les Américains déversaient sur le Cambodge l'équivalent de 7 à 8 bombes d'Hiroshima. Et ce serait de ces Messieurs que les masses kampuchéennes devraient attendre une « aide plus immédiate »!!! Et on agit ainsi au nom du... « concret »! On pourrait également rappeler l'accord de la Russie à Postdam pour le repartage impérialiste du Vietnam, et l'aide de la Russie et de la Chine à Genève, en 1954, où elles obligèrent les Vietnamiens à céder d'importants territoires, livrant ainsi à la répression ses populations, de même qu'elles contrainquirent les révolutionnaires kampuchéens à rendre les armes sans pouvoir garder le moindre sanctuaire (6).

A vouloir agir par l'intermédiaire d'autres forces, on agit pour ces forces : que ce soit les partis prétendument communistes, ou les Etats prétendument ouvriers, qui seraient obligés de défendre, fût-ce contre leur volonté et d'une manière inconséquente, les peuples de couleur, tout comme, *mutatis mutandis*, les partis opportunistes seraient obligés de défendre, malgré eux, jusqu'à un certain point, les intérêts prolétariens.

A vouloir, au mieux, jouer aux entremetteurs de bonne volonté entre des forces que l'histoire elle-même tend à faire diverger et dont l'affrontement doit être préparé et conduit par le parti véritablement communiste, le seul résultat concret est de couvrir la trahison des renégats, d'éloigner encore la possibilité d'une intervention du prolétariat, et enfin, lorsque les forces les plus radicales du mouvement révolutionnaire des aires arrières réussissent à desserrer l'étouffement qui les étirent, de les poignarder au nom de l'unité qu'ils ont dû précisément malmener pour triompher.

souscription permanente

LISTES N°s 5 ET 6

Paris, mai 1875, 30; soutien, 450; H., 283,70; pour la presse, des Cdes, 720; soutien, 355,50; D., 100; Paris, juin, 2.098,70; François, 180; souscription spéciale, 1.199,30; Besançon, pour aider le parti, 35; soutien, Bar-le-Duc, 38; soutien, D., 24; Toulouse, 83; Lau, 228,50; Grenoble, 43,60.

Total listes 5 et 6 7.714,60
Total précédent 28.391,39

Total général 36.105,99

presse internationale

Communist Program
(revue en langue anglaise)

il programma comunista

(bimensuel en
langue italienne)

BULLETIN

(Auszüge der Presse der IKP)
(périodique
en langue allemande)

Dans les foyers SOCANOTRA

Face au sabotage ouvert du PC et des directions syndicales opportunistes, face aux attaques de la Sonacotra (lettres d'expulsions, offensive des gérants), la coordination a essayé de maintenir la combativité et la cohésion du mouvement. Mais elle n'a pu surmonter le rapport de forces écrasant entretenu par l'opportunisme, s'épuisant dans les tâches juridiques, conférences de presse, etc. vers lesquelles les gauchistes du comité de soutien contribuaient à la pousser. Les négociations séparées à bon marché, ce facteur de la démobilitisation qui rampe dans les foyers ont fait que la coordination n'a pas pu organiser une seule initiative centrale depuis le 1^{er} mai. Dans les foyers, les responsables de la coordination interviennent dans un sens réellement combatif et anti-opportuniste, mais leur seule proposition : « La grève continue » ne peut suffire à surmonter les conditions de lutte parfois très défavorables. Malheureusement, l'absence de solidarité réelle, à laquelle le comité de soutien n'a pas suffisamment travaillé, est en grande partie responsable de cette paralysie de la coordination.

Hélas, ce ne sont sûrement pas les partis trotskystes ou maoïstes qui interviennent dans le comité de soutien central qui l'aideront à renforcer la lutte. En effet, sous prétexte que seul le comité de coordination doit décider (celui-ci est d'ailleurs très jaloux de son autonomie), personne ne se permet ni ne permet aux autres de faire non seulement des critiques mais même des propositions réelles; chacun se surveille et le « soutien » se résume à enterrer le « cours des événements ». C'est ainsi que le sectarisme de certains groupes d'« extrême gauche » en vient à isoler les travailleurs qu'ils prétendent aider : on a empêché nos camarades de distribuer un tract au meeting de Grenoble; de même, à la manifestation du 24 avril à Paris, les travailleurs mauriciens en lutte pour leurs papiers n'avaient pu diffuser le leur alors qu'ils avaient besoin du soutien des autres travailleurs.

Malgré les difficultés immenses de leur lutte, les prolétaires des foyers Sonacotra font preuve d'un courage, d'une énergie qui montrent tout ce dont ils seront capables lorsqu'ils auront pu faire la jonction avec leurs frères de classe. En forgeant l'unité de leur combat par dessus les limites d'une quinzaine de nationalités, en se donnant une organisation pour diriger et centraliser leur lutte, ils tendent instinctivement à retrouver les armes qui sont celles de la lutte prolétarienne.

Pour surmonter les obstacles, leur lutte a besoin qu'on sache en tirer jusqu'au bout les leçons : le rôle infâme de l'opportunisme, la nécessité, pour pouvoir se placer sur un terrain de classe, de rompre avec lui et avec ses méthodes, le besoin d'agir pour gagner le soutien actif de tous les prolétaires.

(1) Les citations précédentes sont tirées de l'article *Vérité et Mensonge* de Pierre Rousset, *Rouge* du 17-4-76.

(2) P. Rousset : *La révolution cambodgienne et le sihanoukisme, IV^e Internationale*, mai-août 1973.

(3) P. Rousset : *Le parti communiste vietnamien*, Maspéro, 1975, p. 270.

(4) *Soutien total jusqu'à la victoire finale!* Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, avril 1975, dans *Inprecor* n° 24.

(5) Voir *Le Monde Diplomatique* d'août 1975.

(6) Toujours dans le même ordre d'idées, la Chine, forte de ses 800 millions d'hommes, a, c'est vrai, accordé un prêt de 1.000 millions de dollars au Kampuchéa de 7 millions d'habitants. Il s'agit — socialisme mercantile oblige — d'un prêt remboursable. Et comment — dites-nous — fera le Kampuchéa pour rembourser alors que ses exportations, même dans la meilleure année avant la destruction totale du pays, n'ont jamais dépassé les 90 millions de dollars?

permanences du parti

permanences en
juillet et août

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e)
Le samedi, de 18 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : la samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le samedi 31 juillet de 18 h à 19 h.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926